

## Evaluation d'un programme de recherche pour favoriser le développement d'une économie pro-nature (ECOPRONAT)

Pays : multi-pays – Afrique du Sud, Colombie, Équateur, Éthiopie, Inde, Kenya, Mozambique, Ouganda, Pérou, Rwanda	Secteur : Innovation, stratégie et recherche
---	--

Équipe d'évaluation : Agathe Devaux-Spatarakis, Marc Tevini, Jacques Delahousse, Juliette Abadie - Quadrant Conseil

Pilotage de l'évaluation : Julien Calas, Maxime Petrosino, Claire Cogoluèhnes puis Victor Fourcin – Agence Française de Développement

Date de validation du rapport d'évaluation : **décembre 2025**

---

Numéro de projet : CZZ2687

Maitrise d'ouvrage : AFD /Global development network

**Montant** : 3,5 millions en subvention

Taux de décaissement : 90%

Date d'octroi :4/12/2019

**Date d'achèvement** : 31/12/2025

**Pays concernés par les programmes de recherche soutenus par Ecopronat** : Farsymabi (Mozambique) ; Sanbi (Afrique du Sud et Kenya) ; Enslac (Equateur, Colombie, Pérou) ; Sure-wet (Ouganda) ; WRI (Rwanda, Ethiopie) ; IHS (Inde) ; ESGAP (Colombie, Afrique du Sud)

---

### Objectifs du projet

De 2019 à 2025, l'Agence Française de Développement (AFD) a piloté le programme de recherche ECOPRONAT (Économie PRO-NATure). La principale finalité de ce programme de recherche et de renforcement des capacités est de favoriser le développement d'une économie pro-nature sur la base des enseignements de la recherche. Il contribue ainsi à :

- développer des connaissances et des méthodologies pour intégrer davantage la prise en compte de la biodiversité dans les projets portés par les acteurs publics ainsi que les

services opérationnels de l'AFD dans différents secteurs d'intervention (agriculture, aménagement du territoire et villes durables),

- renforcer les capacités des chercheurs des pays du Sud, mais aussi des étudiants ou chercheurs en formation.

La fiche-projet est disponible sur le site de l'AFD au lien suivant : <https://www.afd.fr/fr/ecopronat-recherche-pour-favoriser-le-developpement-dune-economie-pro-nature#anchor-rich-text49796>

## Conclusions de l'évaluation

La mise en œuvre du programme ECOPRONAT a cherché à répondre aux **nombreux objectifs poursuivis** par l'AFD : produire de la recherche de qualité dans des pays d'intervention de l'AFD, avec des équipes de recherche locales, centrées sur la thématique d'une économie pro-nature, pour renforcer les capacités de recherche localement, et favoriser la prise en compte des travaux dans les politiques publiques des pays et de l'AFD.

Parmi ces objectifs, la présente évaluation s'est concentrée sur l'objectif de qualité scientifique de la recherche d'une part, et l'objectif de contribution aux politiques publiques d'autre part. Pour cette raison, les résultats du programme ECOPRONAT sont analysés à l'étape de production de la recherche (Q1), l'étape de production-diffusion des travaux (Q2), et enfin les conséquences de ces travaux (Q3) sur les acteurs et les politiques publiques locales.

Question d'évaluation n°1 - **production de la recherche** - Dans quelle mesure et par quels moyens les actions des composantes du programme ont-elles produit les livrables de recherche ou d'activité envisagés tout en prenant en compte dans ce processus de production les acteurs ciblés et les enjeux liés à leur future utilisation ?

L'ensemble des projets de recherche soutenus par le programme ECOPRONAT ont permis de créer des **connaissances nouvelles** pour mieux prendre en compte la biodiversité dans plusieurs secteurs économiques. Les principaux apports de connaissances sont liés à :

- **l'analyse d'initiatives** de prise en compte de la biodiversité et l'étude de leurs impacts dans le Sud,
- **l'adaptation de cadres existants aux enjeux spécifiques de ces contextes,**
- ainsi qu'à la mise en place **d'outils techniques ou la formalisation de processus accompagnant la prise en compte par les responsables politiques** d'éléments scientifiques sur la biodiversité ainsi que les enjeux sociaux, politiques et économiques.

L'accompagnement de l'AFD et d'E-Sud a contribué à renforcer la qualité scientifique des travaux de certaines équipes de recherche, notamment pour les moins aguerries à cet exercice.

Le processus de production des recherches a donné lieu à une diversité de renforcement de capacités des chercheurs du Sud et du Nord via la mise en commun des travaux existants et les recherches financées dans le cadre du projet. Ces apprentissages sont identifiés notamment dans les domaines de l'exploitation et la création de **nouvelles données sur la biodiversité**, l'aptitude à collaborer de façon **transdisciplinaire**, à définir de bonnes pratiques

utiles à leur propre activité ou à formaliser une méthode de **participation des parties prenantes**. Ce renforcement des capacités s'est étendu au-delà de l'équipe de recherche pour certains projets qui ont associé à leur démarche des **organismes de recherche locaux**, des **étudiants** ou de **jeunes diplômés**. Ce renforcement des capacités se prolonge au-delà du périmètre du projet, car plusieurs résultats de recherche ont été traduits en supports de modules de formation pour des cursus universitaires.

**Les projets de recherche ciblant directement l'accompagnement à l'élaboration de solutions** intégrant la biodiversité ou aux choix des solutions les plus pertinentes dans les contextes locaux **ont réussi à coproduire leurs travaux de recherche avec les futurs utilisateurs**. Cette coproduction a notamment permis de prendre en compte les besoins de connaissance des acteurs politico-administratifs concernés, et de favoriser la réutilisation de la recherche à terme. Ces partenariats ont été favorisés par le fort ancrage local des équipes de recherche ainsi que des relations préexistantes entre certaines équipes et des acteurs politico-administratifs locaux. L'accompagnement de l'AFD (siège ou agence) a contribué pour certains projets à réorienter leurs actions pour favoriser la rencontre entre les équipes de recherche et les destinataires des travaux.

Question d'évaluation n°2 - **diffusion-réception des travaux de recherche** - Dans quelle mesure les stratégies de diffusion des travaux favorisent-elles leur connaissance, leur légitimité, et leur appropriation auprès des acteurs ciblés ?

La majorité des projets soutenus sont bien parvenus à **diffuser leurs travaux auprès d'acteurs extérieurs au projet** : acteurs politiques, administratifs, associatifs, privés, autres acteurs de la recherche, ONG, etc. L'ensemble des projets a mené un travail de **vulgarisation scientifique** afin de rendre compréhensibles et appropriables les travaux, ce qui a suscité dans plusieurs cas des réactions positives et un intérêt accru de la part des acteurs ciblés.

Les stratégies à ce jour rencontrant le plus de succès sont celles diversifiant les supports ainsi que les temps de mobilisation des acteurs. **Les équipes de recherche travaillant directement sur la production de nouvelles solutions d'actions publiques ont eu davantage l'opportunité de définir des cibles précises en amont et de diffuser leurs résultats auprès d'elles tout au long du processus de recherche**, facilitant ainsi leur appropriation.

**Les projets dont les recherches ne portent pas directement sur la production de solutions d'actions publiques** envisagent leur stratégie de diffusion à la fin du projet, lorsque les résultats de recherche sont stabilisés et celles-ci prennent la forme de **conférences de restitution ponctuelles de fin de projet**. Cette stratégie s'explique en partie par l'absence de cibles d'acteurs extérieurs à la recherche clairement définis en amont du projet ou par des travaux ciblant avant tout le monde de la recherche.

**Question 3 - Conséquences des travaux de recherche** – Dans quelle mesure et sous quelles conditions, les activités conduites dans le cadre de ce programme sont-elles susceptibles de générer des effets à court, moyen et long terme, contribuant au développement d'une économie pro-nature et alimentant les opérations de l'AFD ?

Les projets de recherche portant directement sur l'élaboration de solutions intégrant la biodiversité auprès des acteurs de terrains sont **effectivement parvenus à influencer la politique publique de leur territoire** sur la base des résultats de la recherche et à instaurer une dynamique de dialogue pérenne entre la recherche et les acteurs publics dépassant le cadre du projet. L'évaluation met en avant **trois principales conditions de réussite pour ces projets** :

- une mobilisation et une prise en considération des besoins des acteurs politico-administratifs dans le processus même de la recherche,
- une stratégie de diffusion des résultats approfondie,
- des relations préexistantes entre les futurs utilisateurs des travaux ciblés et des équipes de recherche.

Les autres projets ont suscité l'intérêt des destinataires et donné lieu parfois à des volontés de poursuivre les échanges. Néanmoins, ces projets n'avaient pas vocation à organiser dans le cadre des recherches une utilisation directe des travaux dans l'action publique et leur engagement dans le processus de diffusion et vulgarisation des travaux a été plus tardif. De fait, l'incarnation concrète de ces intérêts et intentions d'usages ne peut être observée dans la temporalité de l'évaluation.

### **Justification, objectifs et méthodologie de l'évaluation**

Cette évaluation porte sur le programme de recherche ECOPRONAT déployé entre 2019 et 2025, qui a soutenu 7 projets de recherche<sup>1</sup> qui avaient pour ambition de « produire de nouvelles connaissances scientifiques contribuant à nourrir des dialogues des politiques publiques basés sur la science, faciliter la mobilisation des ressources financières pour opérer ces changements, et de renforcer les capacités de chercheurs des pays du Sud, ainsi que de fournir un accompagnement au changement des partenaires de l'AFD<sup>2</sup>.

La spécificité de ce programme réside ainsi dans l'alliance d'objectifs scientifiques d'une part et de contribution aux politiques publiques d'autre part. Pour cette raison, le référentiel de

---

<sup>1</sup> Deux autres composantes du programme relatives à l'octroi de bourses de recherche (en lien avec le Global Development Network) et les modules d'accompagnement auprès des porteurs de projets (en lien avec le Campus AFD) ont également été prises en compte dans l'évaluation. Ces composantes n'ayant pas d'objectif de contribution à des politiques publiques, elles sont analysées au regard de leur objectif de renforcement de capacité, et présentées dans les encadrés focales en fin de rapport. L'étude comparative réalisée sur les métriques n'est pas prise en compte dans ce périmètre, car celle-ci n'avait pas d'objectif spécifique de contribution au dialogue de politique publique.

<sup>2</sup> Source : termes de références de l'évaluation.

L'évaluation et la théorie du changement du programme ont été élaborés pour aborder spécifiquement ces deux objectifs. Ils s'articulent autour des trois étapes suivantes :

- l'étape de réalisation des travaux de recherche et parfois les modalités de coproduction avec d'autres parties prenantes,
- l'étape de diffusion-réception des travaux par les personnes ciblées par les équipes des projets,
- et l'appropriation par les parties prenantes ciblées voire les premières utilisations constatées ou pistes d'utilisations envisagées à ce jour.

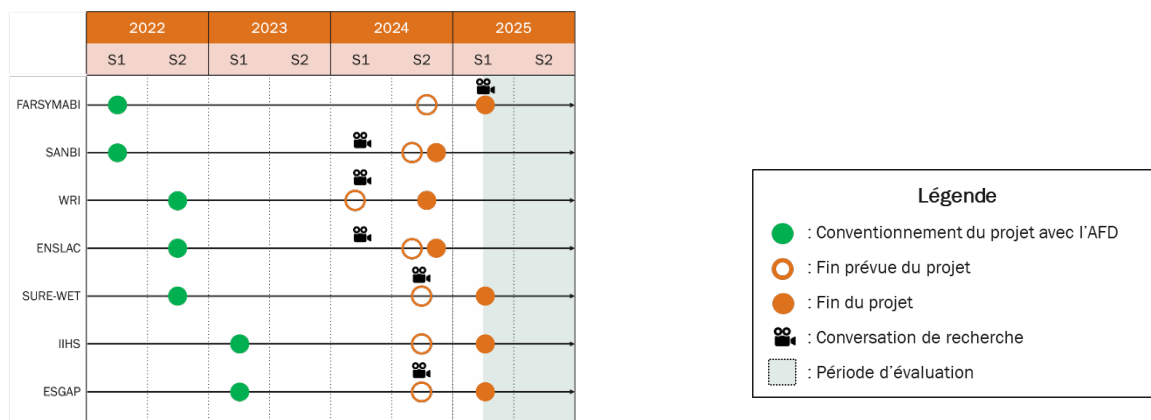
La collecte de données repose sur une analyse documentaire, des entretiens, et des focus groups ayant réuni environ une soixantaine de personnes, avec :

- Six entretiens de cadrage avec les membres du COPIL, permettant d'élaborer un référentiel d'évaluation partagé, tout au long de la théorie du changement du programme.
- 4 études de cas de 4 projets retenus sur 7 dans l'échantillonnage initial (FARSYMABI, WRI, ENSLAC, ESGAP), s'appuyant sur :
  - o 1 entretien initial avec le ou la référente du projet,
  - o 1 focus group avec l'équipe de recherche réunissant 3 à 6 personnes
  - o 2 à 5 entretiens complémentaires avec des destinataires des travaux de recherche (l'AFD au siège et en agence, des acteurs locaux, politiques, académiques ou privés).
  - o Une analyse de la production scientifique par des experts externes.
- Un bilan évaluatif synthétique des 3 autres projets (SANBI, SURE-WET, IIHS), via un 1 focus group avec chaque équipe de recherche réunissant 3 à 6 personnes.
- 2 entretiens avec les équipes de mise en œuvre des composantes 3 et 4 du programme (Global Development Network et AFD Campus) et une enquête à destination des 100 bénéficiaires de la composante 4 (Biodiversity Partners Program de l'AFD Campus)

Limites de l'évaluation :

- Une **évaluation finale réalisée avant de pouvoir observer l'ensemble des effets des projets** de recherche : l'évaluation coïncide avec la fin du déploiement de plusieurs projets. Néanmoins, les processus de diffusion et d'appropriation des travaux opèrent également sur le moyen long terme. Par conséquent, certains effets ne pouvaient pas encore être observés au moment de l'évaluation, notamment pour les projets dont la production ou la diffusion des travaux n'étaient pas terminées (voir Tableau 1 ci-dessous). Dans ce contexte, l'évaluation cherche à mettre en avant les premiers effets observés ainsi que les conditions favorisant la production d'effets à l'avenir.
- **Source des données** : une grande partie de la collecte de données provient des déclarations des personnes rencontrées. Dans ce contexte, l'évaluation a cherché à croiser le point de vue de différents acteurs sur les effets observés : dans les études de cas (FARSYMABI, ENSLAC, WRI, ESGAP) la réalisation d'entretiens complémentaires renforce la robustesse des constats par rapport aux autres projets (IIHS, SURE-WET, SANBI) qui se basent uniquement sur l'analyse documentaire, les entretiens avec l'AFD et les membres de l'équipe du projet.

Tableau 1 : Frise comparative des dates de début et de fin des projets évalués (source : documents de pilotage Ecopronat, site internet Ecopronat ; réalisé par Quadrant Conseil)



## Logique initiale et déroulement effectif du projet

La principale modalité d'action du programme est le soutien à des projets de recherche, via une assistance à maîtrise d'ouvrage assurée par E-Sud. Plusieurs appels à manifestation d'intérêt ont été publiés pour soutenir des équipes de recherche au Nord et au Sud, afin d'enrichir la recherche par les savoir-faire locaux. Les trois appels à manifestation d'intérêts menés ont été :

- « Intégration de la biodiversité dans les secteurs économiques », lancé en mai 2021, avec 2 projets retenus entre janvier et mars 2022 :
  - [FARSYMABI - Identifier des systèmes agricoles contribuant à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté et à la biodiversité au Mozambique.](#) Le projet FARSYMABI est porté par l'Observatoire du Milieu Rural du Mozambique en partenariat avec l'Institut supérieur d'agronomie, l'Université de Lisbonne, l'Université Lúrio, et l'Université Eduardo Mondlane.
  - [SANBI - Étudier l'économie de la faune sauvage pour intégrer plus de biodiversité dans les politiques agricoles en Afrique du Sud et au Kenya.](#) Le projet SANBI est mené par le South African National Biodiversity Institute (SANBI), en partenariat avec l'Université Stellenbosch.
- « Passage à l'échelle des solutions fondées sur la nature et restauration écologique de grande ampleur », lancé en novembre 2021, avec 4 projets retenus entre septembre 2022 et avril 2023 :
  - [ENSLAC - Permettre le passage à l'échelle des solutions fondées sur la nature \(SFN\) dans les villes latino-américaines.](#) Le projet ENSLAC est mené par Yes Innovation, une agence franco-équatorienne d'urbanisme et d'architecture, en partenariat avec l'Institut Humboldt (Colombie) et Ciudad Viva (Pérou).
  - [WRI - Élaborer un cadre stratégique pour les solutions fondées sur la nature en ville.](#) Le projet est porté par le World Resources Institute (WRI), en partenariat avec deux

institutions de recherche locales : l'EiABC - The Ethiopian Institute of Architecture, Building Construction and City Development – et le RYWP – le Rwanda Young Water Professional.

- [SURE-WET - Répondre aux contraintes pour le passage à l'échelle de la restauration des zones humides en Ouganda.](#) Le projet SURE-WET est porté par l'IHE Delft Institute et l'Université de Makerere (Ouganda).
- [IIHS - Verdir les systèmes alimentaires urbains grâce aux solutions fondées sur la nature \(SFN\) dans la ville de Bangalore.](#) Le projet est porté par l'Indian Institute of Human Settlements (IIHS) et l'Ashoka Trust for Research in Ecology and the Environment (ATREE).
- « Approfondissement de la méthode ESGAP » : lancé en 2022, avec 2 projets retenus entre mars et juin 2023 (dont un entrant dans le périmètre d'étude de l'évaluation) :
  - [ESGAP - Mesurer la soutenabilité environnementale de la Colombie et de l'Afrique du Sud.](#) Le projet est porté par une équipe de recherche composée du Basque Centre for Climate Change, de l'Université de Stellenbosch, de l'Université nationale de Colombie (UNAL), et de l'University College London (UCL).

**Table 1 : Budget du projet**

Rubrique	Montant global projet		Contribution AFD	
	Prévu	Exécuté	Prévue	Exécutée
Composante 1 & 2			2 500 000 €	2 167 674 €
Composante 3			500 000 €	500 000 €
Composante 4			500 000 €	499 997 €
<b>TOTAL</b>			<b>3 500 000 €</b>	<b>3 167 671€</b>

## Résultats de l'évaluation

**Question 1 - production de la recherche - Dans quelle mesure et par quels moyens les actions des composantes du programme ont-elles produit les livrables de recherche ou d'activité envisagés tout en prenant en compte dans ce processus de production les acteurs ciblés et les enjeux liés à leur future utilisation ?**

### 1.1 Production et qualité scientifique des livrables

L'ensemble des projets de recherche soutenus par le programme ECOPRONAT ont permis de **créer des connaissances nouvelles pour mieux prendre en compte la biodiversité** dans plusieurs secteurs économiques. Les principaux apports de connaissances sont liés à la **capitalisation sur des initiatives** de prises en compte de la biodiversité dans le Sud (ENSLAC, IIHS, SURE-WET), l'**adaptation et le renforcement scientifique de cadres existants aux enjeux spécifiques de ces zones** (ESGAP) ainsi qu'à la mise en place **d'outils technique ou la formalisation de processus accompagnant la prise en compte par les responsables politiques** d'éléments scientifiques sur la biodiversité et leurs enjeux sociaux, politiques et économiques (FARSYMABI, WRI, SANBI).

**FARSYMABI** : au Mozambique, le projet porté par l'OMR a permis la **création d'un outil cartographique** permettant de catégoriser le pays en 16 régions socioécologiques homogènes, pour coconstruire des politiques publiques adaptées à chaque région considérant le développement de l'agriculture, la pauvreté et la conservation de la biodiversité.

Extraits du point de vue de l'expert de la thématique mobilisé pour l'évaluation qui a étudié les livrables :

« Le principal apport du projet FARSYMABI est la proposition d'un cadre permettant de relier la conservation de la biodiversité et le développement agricole dans un pays en développement comme le Mozambique. La typologie nationale des Régions Socio-Écologiquement Homogènes (SEHR) constitue en théorie une innovation ».

« Toutefois, cette ambition s'accompagne d'un coût méthodologique élevé, qui limite la portée innovante du projet. »

**WRI** : à Addis-Abeba et à Kigali, le projet porté par le WRI a permis aux acteurs publics de se doter de données scientifiques et d'une **méthode concrète pour produire une stratégie** de développement de solutions fondées sur la nature adaptée aux besoins du territoire.

- . Extraits du point de vue de l'experte de la thématique mobilisée pour l'évaluation qui a étudié les livrables :

« Ces innovations positionnent collectivement le cadre WRI comme une contribution à la méthodologie d'adaptation climatique urbaine, avec un potentiel de mise à l'échelle démontré pour une application plus large à travers les contextes d'urbanisation rapide du Sud global. En ce sens, les tests réussis à travers deux villes africaines distinctes fournissent des preuves concrètes du potentiel de répliquabilité et d'adaptation du cadre ».

« Le cadre reconnaît des limites dans la granularité des détails des données, suggérant des opportunités d'intégration avec des bases de données locales à plus haute résolution et des modèles de projection climatique émergents ».

**ENSLAC** : dans 15 villes situées en Équateur au Pérou et en Colombie, le projet porté par Yes Innovation propose une analyse détaillée de 15 cas de projets urbains de développement de **solutions fondées sur la nature** dans les villes latino-américaines pour faciliter la reproduction de bonnes pratiques, faire des solutions fondées sur la nature un concept local et non importé, consolider les connaissances locales et diffuser des informations qualitatives sur l'impact des solutions. Le projet montre notamment la **multiplicité des impacts des SFN**, au-delà des résultats attendus (ex : un programme d'agriculture urbaine à Quito, renforçant l'empowerment des communautés).

- . **Extraits du point de vue de l'experte** de la thématique mobilisée pour l'évaluation qui a étudié les livrables :

« ENSLAC fournit la **première analyse régionale complète spécifiquement** focalisée **sur les contextes latino-américains**, offrant des aperçus sans précédent sur les mécanismes de mise à l'échelle et les innovations de gouvernance spécifiques au contexte dans le Sud global. [...] **La profondeur longitudinale des données représente une richesse empirique**, avec des cas s'étendant de 1979 [...] à 2019 ».

« L'analyse tend vers la documentation descriptive des cas plutôt que l'identification systématique de modèles régionaux [...]. Cette limitation suggère le **besoin de cadres analytiques comparatifs améliorés** qui synthétisent mieux les résultats à travers divers contextes **pour générer des aperçus théoriques plus robustes sur la mise à l'échelle SFN** dans les environnements urbains latino-américains ».

**ESGAP** : en Afrique du Sud et en Colombie, les équipes de recherche colombiennes et sud-africaines ont pu renseigner l'indicateur ESGAP, et adapter et compléter certains des indicateurs à leurs contextes locaux : humidité et haute altitude pour la Colombie, grandes prairies pour l'Afrique du Sud.

- . **Extraits du point de vue de l'experte** de la thématique mobilisée pour l'évaluation qui a étudié les livrables :

« Le principal apport du projet est de proposer **un cadre normatif clair, combinant métriques de situation (SES), tendances (SESPI) et recommandations politiques**. L'ESGAP se démarque par son inscription dans les débats sur la « soutenabilité forte », tout en rendant ces **standards mobilisables dans l'évaluation de politiques publiques concrètes** ».

« **Cependant, la construction du SESPI pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses**. Les tendances calculées restent très dépendantes de données parcellaires, sans prise en compte de la capacité d'adaptation socio-économique ni de la légitimité sociale des normes de référence. Le progrès environnemental ne saurait être lu uniquement comme une convergence vers des cibles écologiques : il doit aussi refléter une trajectoire socialement soutenable ».

**SANBI** : en Afrique du Sud, le projet a permis de nourrir la littérature sur les enjeux économiques relatifs à la conservation de la biodiversité et de diffuser la connaissance auprès des acteurs qu'il implique.

**SURE-WET** : en Ouganda, le projet a permis de produire un cadre d'analyse des difficultés et des leviers institutionnels des projets de restauration de zones humides.

**IIHS** : à Bangalore, le projet porté par l'IIHS a permis de construire et nourrir la littérature sur la question des solutions fondées sur la Nature dans les pays du Sud. L'emphase sur les SFN comme solutions aux problèmes urbains constitue une dimension innovante du projet selon l'équipe de recherche, dans un contexte national où la biodiversité est absente des stratégies urbaines.

□.

A l'aune de ces résultats scientifiques, il est important de distinguer la diversité des objectifs poursuivis par des équipes des projets dans la production de données probantes pour une meilleure prise en compte de la biodiversité. Les travaux de recherche peuvent nourrir l'action publique ou la prise de décision à différentes étapes du cycle des politiques publiques, et selon les objectifs des équipes de recherche, l'interaction avec les acteurs publics ainsi que l'utilisation des travaux peuvent arriver à plus ou moins long terme.

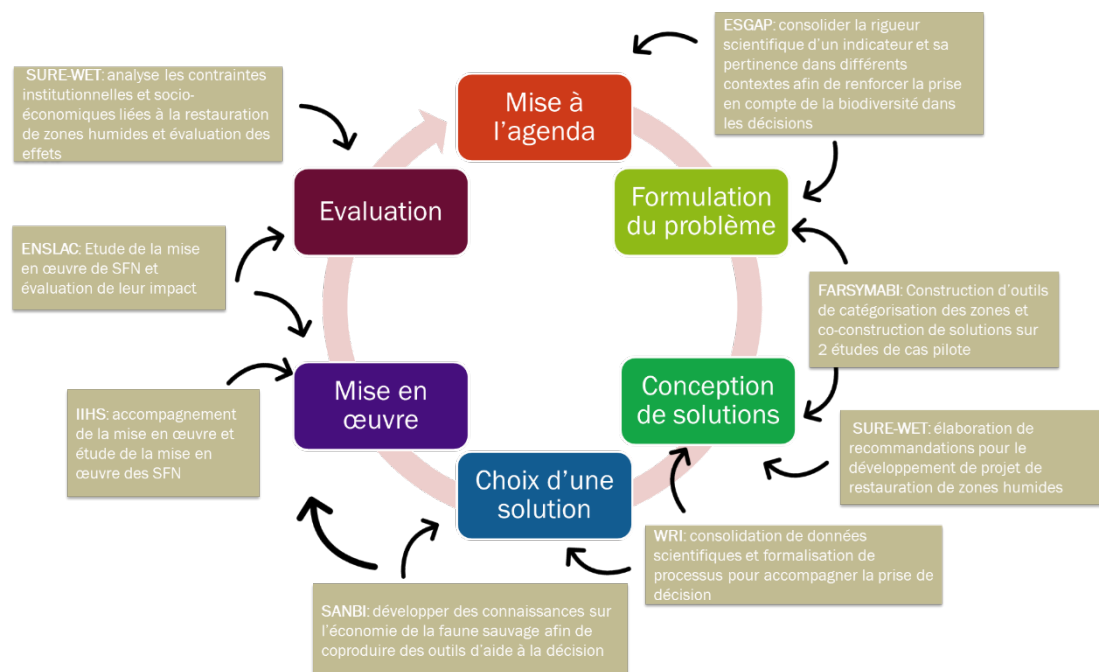
Une récente revue de la littérature sur les interactions entre la science et l'action publique publiée par l'AFD<sup>3</sup> a explicité les différents rôles que pouvait prendre la recherche dans l'appui aux politiques publiques. En positionnant les projets soutenus sur le cycle des politiques

<sup>3</sup> <https://www.afd.fr/fr/ressources/quattendre-de-la-recherche-pour-eclairer-laction-publique-revue-de-litterature-et-applications-pratiques>

publiques, on observe différentes ambitions de production de connaissance et aussi de temporalité dans l'utilisation des résultats :

- **3 projets (SURE-WET, IIHS, ENSLAC) conduisent des recherches soit accompagnant la mise en œuvre d'actions, soit proposant des outils d'évaluation de ces actions.** Cela implique que les équipes doivent d'abord dédier un temps de recherche à ces activités, et qu'ils seront en mesure de proposer seulement à la fin des travaux de recherche de potentielles recommandations pour influencer la prise de décision et le choix de solutions. Uniquement un de ses projets (SURE-WET) a mené de front des activités de diffusion des recommandations applicables à la conduite d'action en associant très tôt les futurs utilisateurs aux réflexions.
- **1 projet (ESGAP) conduit des recherches portant en amont du cycle des politiques publiques** (sur la mise en agenda d'une problématique ou le cadrage d'un problème), afin de renforcer la scientificité d'un indicateur permettant la meilleure prise en compte de la biodiversité sans proposer des recommandations sur les actions à mener.
- **3 projets (FARSYMABI, WRI, SANBI) conduisent des recherches ciblant directement la conception de solution et le choix entre des solutions d'actions à travers un dialogue de politiques publiques.** Ceux-ci sont à un stade de maturité différent et s'ancrent souvent dans des relations existantes avec les parties prenantes ciblées. Leurs effets sont plus directement observables puisque les travaux de recherche mobilisent directement leurs résultats et leurs recommandations avec au moins une partie des acteurs publics ciblés.

Schéma 1 : Positionnement des projets sur les différentes étapes du cycle des politiques publiques faisant l'objet de leurs recherches



Ces projets ont permis à l'ensemble des structures de recherche de renforcer leurs **compétences** sur ces sujets, par exemple via la mise en commun, l'exploitation et la création de **nouvelles données sur la biodiversité** (notamment FARSYMABI, ESGAP, SANBI), l'aptitude à collaborer de façon **transdisciplinaire**, à définir de bonnes pratiques utiles à leur propre activité

(notamment ENSLAC) ou à formaliser une méthode de **participation des parties prenantes** (notamment WRI et FARASYMABI). Par ailleurs, l'inclusion **d'organismes de recherche locaux**, de leurs **étudiants** (WRI, SURE-WET, FARASYMABI) ou de **jeunes diplômés** (SANBI) dans les démarches de recherche s'accompagne d'un renforcement de capacité des acteurs impliqués.

## 1.2 Consultation et association des parties prenantes ciblées pour l'utilisation des résultats dans le processus de production de la recherche

**Environ la moitié des projets mis en place des modalités de coproduction des travaux de recherche** en identifiant et intégrant dans leur travail les futurs utilisateurs des travaux. Cette étape a permis de faire évoluer le contenu de la recherche en **prenant en compte les attentes et besoins des acteurs politico-administratifs concernés**, et de favoriser la réutilisation des résultats à terme. Parmi les plus aboutis dans ce processus de coproduction de la recherche avec les acteurs de la décision, on retrouve les projets FARASYMABI, WRI, SANBI et SURE-WET :

- Au Mozambique, le projet FARASYMABI est parvenu à intégrer les principaux acteurs susceptibles de réutiliser les résultats de la recherche lors de la production des travaux. Deux ateliers ont permis de réunir à l'échelle nationale les représentants des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, et à l'échelle locale les communautés d'agriculteurs, universités, et associations locales.
- À Addis-Abeba et à Kigali, le projet porté par le WRI a réussi à mobiliser, en lien avec ses partenaires locaux de la recherche, les acteurs techniques et décisionnaires des deux villes pour produire des expertises et analyser conjointement les zones d'opportunités pour les solutions fondées sur la nature. La valeur ajoutée du projet consiste à définir l'ensemble du processus et à proposer un plan d'action appliquant les données à des projets urbains, permettant aux acteurs de prioriser les lieux d'actions et les types de SFN à mettre en place.
- En Afrique du Sud, le projet porté par SANBI a conduit ses recherches en partenariat avec les acteurs publics nationaux, permettant d'agir directement sur la politique de conservation nationale.
- En Ouganda, le projet SURE-WET a pu inclure des étudiants, une ONG en contact avec les communautés locales, et le ministère de l'Eau et de l'Environnement d'Ouganda. Ce ministère a été impliqué dans l'ensemble de la démarche, et constitue le principal destinataire des produits de la recherche, en particulier le cadre d'analyse des difficultés et des leviers institutionnels des projets de restauration de zones humides.

Cette phase d'implication des futurs utilisateurs des travaux est particulièrement clé lorsque les travaux de recherche visent à fournir des données probantes pour appuyer l'identification de solutions ou d'actions publiques ou le choix entre plusieurs solutions ou actions.

À l'inverse, **d'autres projets n'ont pas impliqué de futurs utilisateurs à la production des travaux de recherche (ESGAP), ou coproduisent la recherche avec des parties prenantes locales des projets, mais sans associer les décideurs publics pouvant se saisir des résultats** (IIHS, ENSLAC). Ce constat ne témoigne pas d'un échec de ces projets, mais s'explique soit par des recherches poursuivant d'abord la consolidation d'un outil générique qui n'est pas dirigé vers un utilisateur précis (ESGAP), soit des projets ciblant avant tout la consolidation de résultats de recherche sur la mise en œuvre de solution avant de cibler des utilisateurs précis :

- Les équipes du projet ESGAP en Colombie et en Afrique du Sud se positionnent très en amont des politiques publiques, et une phase scientifique était nécessaire pour consolider l'indicateur qui serait ensuite présenté. Ils ont progressivement réussi à identifier des acteurs susceptibles d'être intéressés par l'indicateur au sein des ministères concernés, mais le projet de recherche n'avait pas l'ambition d'intégrer différentes parties prenantes durant la production de recherche.
- À Bangalore, le projet porté par l'IIHS a pu co-produire et intégrer des acteurs locaux (écoles) tout au long de leur recherche, mais le projet n'inclut pas directement les acteurs de la décision susceptibles de réutiliser les travaux. Ce travail de recherche constitue un travail préalable d'accompagnement de mise en œuvre de solutions qui ensuite peut donner lieu à des propositions de solutions basées sur des données probantes.
- Les équipes du projet ENSLAC en Équateur au Pérou et en Colombie ont principalement travaillé avec les acteurs des 15 villes ayant fait l'objet d'études de cas, mais les potentielles cibles de la recherche n'ont pas été consultées durant la recherche. Il s'agit ici aussi d'un travail préalable d'évaluation et de capitalisation sur des solutions avant de travailler à leur diffusion auprès d'acteurs publics ou de bailleurs.

### 1.3 Apport du pilotage de l'AFD et des ressources dédiées au programme au bon déploiement des projets

**L'accompagnement de l'AFD a favorisé le bon déploiement des projets** tout en veillant à un haut niveau de qualité scientifique. Pour toutes les équipes, l'accompagnement de l'AFD est reconnu pour son apport substantiel aux démarches de recherche et pour l'intérêt porté au contenu de la recherche en :

- **Apportant une expertise** sur les questions traitées, ce qui est d'après plusieurs porteurs de projets rarement le cas avec d'autres financeurs. L'AFD a ainsi pu apporter un regard critique utile à la démarche de recherche (SURE-WET), parfois en challengeant les résultats (ENSLAC), en conseillant la stratégie de production des livrables (IIHS) ou en identifiant les acteurs clés pour diffuser les travaux et avec qui initier un dialogue de politiques publiques (ESGAP).
- **Proposant des adaptations** au projet initial pour les équipes de recherche qui ont pu rencontrer des difficultés, notamment pour s'assurer que le projet se construit en réponse à des besoins locaux (FARSYMABI, WRI), ou pour renforcer l'impact du projet de recherche (SANBI).

Plusieurs porteurs de projets reconnaissent ainsi la spécificité de l'accompagnement de l'AFD par rapport à d'autres bailleurs de fonds (SANBI, SURE-WET, WRI) du fait des éléments cités ci-dessus. Un projet a toutefois regretté que les formalités administratives de contractualisation aient pu nuire au bon lancement du projet. Pour un autre projet, malgré les avances de paiement de l'AFD, les modalités de paiement à la remise des livrables entre les différents membres du consortium ont limité les capacités des structures de recherche à recruter ou à mener des investigations de terrain pour la bonne réalisation du projet (IIHS, SURE-WET). Enfin, certains porteurs ont entretenu des liens assez faibles avec les agences de l'AFD de certains pays, ce qui a pu nuire à la bonne diffusion des travaux (ENSLAC, IIHS, SURE-WET, cette analyse relative à la diffusion se poursuit plus en détail en réponse à la question 2).

Finalement, pour favoriser la production des livrables de recherche envisagés tout en prenant en compte dans ce processus de production les acteurs ciblés et les enjeux liés à leur future utilisation, l'évaluation met en évidence plusieurs conditions de réussites :

- **L'accompagnement adapté et en continu de l'AFD** pour améliorer le contenu de la recherche (tous les projets sont concernés).
- **La prise en considération des besoins des acteurs politico-administratifs concernés, en incluant ces acteurs cibles et leurs besoins dans la production de la recherche** (FARSYMABI, WRI, SANBI, SURE-WET) et le prévoir dès l'amont du projet (dépôt de la demande), notamment lorsque ces projets ciblent la conduite de travaux portant sur l'appui à l'élaboration de solutions pour l'action publique.
- **La présence de profils diversifiés** : chercheurs/praticiens/enseignants (ENSLAC, WRI, SANBI, SURE-WET, IHSS) et **l'existence de relations préexistantes** entre les partenaires de l'équipe de recherche (ENSLAC).

<b>Encadré 1 : Production d'articles scientifiques par projet de recherche<sup>4</sup></b>	
Les projets de recherche ont produit une diversité de livrables au cours et à la suite du projet (une dizaine en moyenne). La publication d'articles dans des revues scientifiques prend une place plus ou moins importante selon l'avancement des projets de recherche et leurs objectifs de diffusion respectifs.	
<b>FARSYMABI :</b> 2 articles publiés, 6 en cours de rédaction/ publication	<ul style="list-style-type: none"> <li>- "A farming system approach to exploring drivers of food insecurity among farm households in developing countries : the case study of Mozambique", Abbas M., Ribeiro Flores P., Lima Santos J. <i>Agronomy</i>, 2024, 14, 2608, <a href="https://www.mdpi.com/2073-4395/14/11/2608">https://www.mdpi.com/2073-4395/14/11/2608</a></li> <li>- "Conservation with people inside the protected areas : how to address local people's needs with no zero-sum game" Mbanze A. et al., 2025 <i>Biodiversity conservation – Ecological, Environmental and societal aspects</i> <a href="http://dx.doi.org/10.5772/intechopen.1012328">http://dx.doi.org/10.5772/intechopen.1012328</a></li> </ul>
<b>IIHS :</b> 3 articles publiés, 3 en cours de publication	<ul style="list-style-type: none"> <li>- "Effects of heat stress and green cover on urban birds in the megacity of Bengaluru", Jambhekar, Ravi, Dilip G. T. Naidu, and Jagdish Krishnaswamy. 2025. <i>Ecological Applications</i> 35(3): e70039. <a href="https://doi.org/10.1002/eap.70039">https://doi.org/10.1002/eap.70039</a></li> <li>- "Integrating Nature-based Solutions for Urban Water Security in Global South". Abera L, Jumani S, van Rees CB, Krishnaswamy J, Seigerman CK, Nelson DR, et al. (2025). <i>PLOS Water</i> 4(6): e0000372. <a href="https://doi.org/10.1371/journal.pwat.0000372">https://doi.org/10.1371/journal.pwat.0000372</a></li> </ul>
<b>SANBI :</b> 4 articles publiés, 1 en cours de publication	<ul style="list-style-type: none"> <li>- "The diverse socioeconomic contributions of wildlife ranching", Denner C., Clements H.S., Child, M.F, De Vos A., <i>Conservation Science and Practice</i>, 2024. <a href="https://doi.org/10.1111/csp2.13166">doi.org/10.1111/csp2.13166</a></li> <li>- "Unlocking opportunities for meaningful participation of land reform beneficiaries in wildlife economy". Swababwa S., Child M., De Vos A., Mneni N., Clements H., <i>Land Use Policy</i> 154 52025) 107565, 2025. <a href="https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2025.107565">https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2025.107565</a></li> </ul>
<b>ESGAP :</b> 3 articles publiés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- "Strong sustainability in the SEEA and the wider indicator landscape", Usubiaga-Liaño A, Selomane O, Comte A (2025) <i>One Ecosystem</i> 10: e141086. <a href="https://doi.org/10.3897/oneeco.10.e141086">https://doi.org/10.3897/oneeco.10.e141086</a></li> <li>- "Assessing Environmental Sustainability in Colombia: Metrics and Policy Recommendations." Garces, Estefany &amp; Franco, Carlos &amp; Usubiaga-Liaño, Arkaitz &amp; Ruiz-Agudelo, Cesar &amp; Fairbrass, Alison. (2025) <i>Environmental and Sustainability Indicators</i>. 27.100812.10.1016/j.indic.2025.100812. <a href="https://www.researchgate.net/publication/393969367_Assessing_Environmental_Sustainability_in_Colombia_Metrics_and_Policy_Recommendations">https://www.researchgate.net/publication/393969367_Assessing_Environmental_Sustainability_in_Colombia_Metrics_and_Policy_Recommendations</a></li> </ul>
<b>ENSLAC</b>	2 articles en cours de publication
<b>WRI</b>	1 article en cours de publication
<b>SURE-WET</b>	Pas d'article publié ou en cours de publication

<sup>4</sup> Présentés par ordre décroissant du nombre d'articles publiés ou en cours de publication/rédaction par projet. Sont présentés les 2 articles publiés le plus récemment pour chaque projet. Cette liste n'est pas exhaustive. Source : E-Sud

**Question 2 - Diffusion-réception des travaux de recherche - Dans quelle mesure les stratégies de diffusion des travaux favorisent-elles leur connaissance, leur légitimité, et leur appropriation auprès des acteurs ciblés ?**

### **2.1 Stratégies de diffusion des résultats de la recherche à l'extérieur des équipes de recherche**

Dans la phase de diffusion des travaux, la majorité des projets soutenus sont parvenus à **mobiliser des acteurs extérieurs à l'équipe de recherche** : acteurs politiques, administratifs, associatifs, privés, autres acteurs de la recherche, ONG, etc. L'ensemble des projets a mené un travail de vulgarisation scientifique pour rendre compréhensibles et appropriables les travaux lors de présentations de restitution, suscitant des réactions positives et un intérêt de la part des personnes ou organisations ciblées.

Cependant, au-delà de la publication des travaux de recherche et des conférences de restitution, **seulement une partie des projets organisent une diffusion de leurs travaux dans la durée, en adaptant le propos à différentes cibles et en variant les formats de diffusion** pour s'assurer de leur bonne prise en compte. **Ce sont les projets visant à nourrir la conception de solutions et la décision et qui ont coproduit leur recherche avec des acteurs publics qui parviennent le mieux à mettre en œuvre ces stratégies** de diffusion (FARSYMABI, WRI, SURE-WET, SANBI). Parmi les exemples les plus aboutis de ces stratégies, on retrouve :

- FARSYMABI : au Mozambique, l'approche méthodologique de la recherche « bottom up » a permis de construire une stratégie de diffusion des résultats de la recherche auprès de l'ensemble des acteurs ciblés, notamment des directions ministérielles du ministère de l'Agriculture et de la Biodiversité, qui ont participé à **des sessions de formation** pour favoriser la prise en main de l'outil cartographique du projet. Une **conférence à Maputo dédiée au projet** a également constitué un moment clé de dialogue avec les représentants publics ; des **acteurs internationaux ont également été invités** dans un objectif de diffusion internationale, mais aussi **pour attirer l'attention des acteurs politiques nationaux**.
- WRI : à Addis-Abeba et à Kigali, l'inclusion des parties prenantes pendant toute la phase de construction du cadre stratégique, ainsi que le caractère opérationnel des produits de la recherche, ont permis une diffusion concrète des connaissances sur les SFN, **la diffusion des résultats se faisant au sein même de la démarche de recherche, auprès des municipalités** de Kigali et d'Addis-Abeba.
- SURE-WET : en Ouganda, la diffusion des connaissances produites est aussi permise par l'implication des parties prenantes dans la démarche de recherche. Cette implication permet une bonne appropriation des enjeux de la recherche par les **étudiants impliqués ainsi que les agents du ministère concerné**.
- SANBI : le projet est mené sur la base d'un partenariat solide entre acteurs de la recherche et acteurs publics (Université, SANBI, SAN Parks, gouvernement, etc.) préexistant au projet. Par conséquent, le South African National Biodiversity Institute (SANBI) constitue une structure intermédiaire clé, **une interface via laquelle les chercheurs peuvent** créer des liens avec acteurs politiques, **défendre leur projet**, rassembler des financements, et finalement influencer la conception des politiques publiques.

En comparaison, les autres projets ont diffusé plus tardivement et à moins d'occasions leurs travaux auprès d'acteurs publics (ENSLAC, ESGAP, IIHS). Leur stratégie de diffusion **se limite à des conférences de restitution ponctuelles de fin de projet**. Ceci s'explique en partie par l'absence de cibles directement définie dans le cadre de ces recherches ou par des travaux ciblant avant tout le monde de la recherche :

- ENSLAC : dans les 15 villes en Équateur au Pérou et en Colombie, le format de **diffusion des résultats de la recherche par webinaire** est le principal moyen mobilisé par le projet pour rendre les connaissances plus accessibles. Cette diffusion s'est bien adressée à des chercheurs et à des professionnels de l'urbanisme, pour illustrer le concept de SFN par des cas locaux permettant d'améliorer la formation des étudiants, et de donner des bonnes pratiques applicables sur le terrain. La diffusion des résultats est plus difficile au sein des institutions publiques, car ces acteurs sont moins impliqués dans la démarche de recherche, et sont difficiles à mobiliser via le format de webinaires.
- IIHS : malgré une stratégie de diffusion diversifiée, passant par la publication d'articles, l'utilisation d'outils cartographiques, l'utilisation des médias traditionnels et des réseaux sociaux, **le projet s'adresse peu aux acteurs publics susceptibles de réutiliser ces travaux**.
- ESGAP : le projet de recherche n'avait pas les mêmes ambitions de déploiement que les autres projets du programme. Le projet visait à renforcer la robustesse méthodologique de la démarche ainsi qu'à développer l'indicateur à l'échelle de nouveaux pays, plutôt qu'à son déploiement auprès des instances publiques. À ce jour, la diffusion s'est limitée à des **présentations ponctuelles auprès des administrations nationales** colombiennes, et l'équipe d'Afrique du Sud n'a pas encore entamé cette phase de diffusion, les produits de la recherche n'étant pas encore finalisés à ce jour.

En parallèle et à l'échelle du programme, des webinaires de « **conversations de recherche** » organisés par l'AFD ont permis pour les équipes projet de présenter leurs conclusions devant un public diversifié, en majorité composé de personnes de l'AFD et de ses partenaires (voir pour plus de détail la focale ci-dessous sur les conversations de recherche).

#### FOCALE sur les conversations de recherche

**Qu'est-ce que les conversations de recherche ?** Ce format de webinaire porté par l'AFD permet aux équipes de recherche de présenter leur projet et ses enseignements à l'AFD et son réseau de partenaires, et d'atteindre une audience différente de celles visées à l'échelle de leur pays. L'ensemble des projets de recherche ont pu réaliser une conversation de recherche entre le mars 2024 (SANBI) et juin 2025 (Farsymabi), sauf le projet mené par l'IIHS (dont la conversation est programmée pour le 12 novembre 2025).

**Participants aux conversations de recherche :** selon les projets, l'AFD représente entre 36% (SANBI, ENSLAC) à 56% (SURE-WET) des participants ; et entre 55% (ENSLAC) et 70% (SANBI) des participants sont français. Après l'AFD, les organisations les plus représentées parmi les participants sont notamment des institutions françaises de recherche sur le développement (CIRAD, IRD, IDDRI) et d'autres organisations publiques de financement et/ou d'ingénierie du développement (Expertise France en particulier). D'autres acteurs sont présents à une seule conversation de recherche : ONG (Hamap Humanitaire, Care France, Acting for life), grandes entreprises (Suez Consulting, Total Energies, Danone) et les organisations ayant porté le projet de recherche.

**Audience :** l'audience des conversations de recherche est relativement importante. Chaque webinaire comptabilise entre 100 et 200 participants et chaque présentation suscite un nombre d'interactions important, avec en moyenne 20 participants posant au moins une question, et près de 40 postant au moins un message.

## 2.2 Niveaux d'appropriation des résultats par les destinataires des travaux

Pour les projets qui diffusent effectivement leurs résultats auprès d'acteurs publics, ces travaux ont **suscité dans tous les cas des réactions positives et un réel intérêt de la part des acteurs ciblés**. Dans certains cas, le projet a également favorisé une **meilleure interconnaissance** entre différentes instances publiques qui préalablement n'étaient que rarement amenées à travailler ensemble. Les problématiques soulevées par les projets de recherche et la coproduction des travaux ont amené à cette rencontre intersectorielle permettant à différents services de travailler ensemble (SANBI, SURE-WET, WRI). Les ateliers de travail en présence des acteurs ciblés permettant d'utiliser directement le produit de la recherche (FARSYMABI) ou l'animation d'une communauté de pratiques entre équipe de recherche et destinataires des travaux (SANBI) sont **les modalités qui ont le plus facilité l'appropriation des travaux** :

- FARSYMABI : Les **sessions de formation à l'outil cartographique** ont atteint leur jauge totale de participants lors du séminaire du 17-18 juillet à Maputo, avec notamment des agents issus de plusieurs directions ministérielles.
- SANBI : une **communauté de pratique** est établie autour des résultats de la recherche entre le secteur de la faune sauvage, SANparks et les porteurs du projet de recherche, rassemblant une diversité de parties prenantes.

Les projets ayant moins défini de cibles précises pour l'utilisation de leurs travaux ont néanmoins rencontré l'intérêt des parties prenantes participant aux temps de production ou de restitution de la recherche ainsi que des signes d'appropriation des résultats de recherche (IIHS, ENSLAC, ESGAP) :

- IIHS : l'ensemble de la communauté éducative impliquée (élèves, enseignants, directeurs) était intéressé par la démarche, et **les écoles souhaitent poursuivre leur engagement dans les projets de biodiversité**.
- ENSLAC : à travers les ateliers, les entretiens et les webinaires, les acteurs des projets étudiés ont pu apprendre d'autres études de cas. **Certains acteurs professionnels de l'urbanisme** (associations professionnelles, etc.) **s'intéressent au sujet traité** et sont en demande de contenus liés à la recherche.
- ESGAP : de bons retours ont été exprimés par les personnes présentes à une **réunion avec les acteurs politiques colombiens** organisée en 2024 en marge de la COP16 de la biodiversité. Cependant, la présentation de l'indicateur sous forme académique, sans recommandations spécifiques, n'était pas tout à fait adaptée aux acteurs politiques.

Les pilotes du programme ECOPRONAT ont eux aussi procédé à la **production de supports spécifiques** pour la diffusion des enseignements de certains projets de recherche **aux départements ARB et VIL de l'AFD** qui avaient manifesté un intérêt pour certains projets (voir pour plus de détails la focale ci-dessous).

#### FOCALE sur la diffusion-appropriation au sein de l'AFD

Un sondage réalisé à la fin de chaque réunion de présentation des résultats d'ECOPRONAT avec les départements ARB et VIL illustre l'intérêt des deux divisions pour les thématiques traitées :

- Les participants de la division ARB considèrent l'ensemble des thématiques traitées pertinentes pour la conduite des projets. Les membres de la division VIL affirment être plus intéressés par les thématiques liées aux projets WRI (méthode d'identification de SFN pour les villes), SURE-WET et ENSLAC (facteurs de succès/passage à l'échelle des SFN) que celle du projet IIHS (verdir les systèmes alimentaires urbains).

- Pour les deux divisions, les participants sont intéressés par des supports de médiation sur « l'articulation des échelles d'intervention pour un développement intégrant la biodiversité ».
- Les deux divisions considèrent que les formats de communication et diffusion les plus pertinents sont les résumés techniques (2 pages) et les infographies (1 à 4 pages), ainsi que les capsules vidéo (5 min) et les rapports de synthèse (15 pages max). Parmi les formats les moins pertinents sont cités les articles scientifiques, les bibliographies scientifiques et les webinaires/replays des conversations de recherche (1h30). Si la production de travaux de recherche nécessite d'être scientifiquement robuste et reconnue par ses pairs via la publication d'articles académiques, cet élément rappelle la nécessité de travailler à sa vulgarisation et la traduction de ces productions pour des publics non-académiques.

### 2.3 Diffusion auprès de la communauté scientifique et renforcement des capacités

Dans de nombreux projets, la communauté scientifique a été **soit directement impliquée dans le projet, soit destinataire directe des travaux** (ESGAP, ENSLAC, IHSS, SANBI, SURE-WET). Les projets ont ainsi pu permettre à des étudiants et doctorants de s'impliquer dans la démarche de recherche et de monter en compétence sur ces sujets :

- ENSLAC : plusieurs professeurs d'université ont demandé aux équipes de recherche de pouvoir **utiliser les supports produits dans leurs enseignements**. À l'UNAL (Universidad Nacional Agraria La Molina) au Pérou, un cours créé en 2021 reprend des exemples issus du projet ENSLAC, et diffuse également les analyses des bonnes pratiques issues des études de cas. Selon un professeur, la mobilisation des produits de la recherche contribue à **modifier la manière qu'ont les étudiants de regarder et comprendre la ville**, et d'élargir leurs perspectives grâce à des sources de connaissances plus variées.
- SANBI : le projet a permis de **former une centaine de diplômés** au sujet de l'économie de la faune sauvage, qui ont ensuite pu se rendre sur le terrain pour conduire des enquêtes avec des ranchers de faune sauvage. Le suivi des effets du projet de recherche se prolonge par la **mobilisation de deux étudiants (grades master et doctorat)** sur plusieurs années.
- ESGAP : une interview a été menée et publiée dans le journal de l'université Jorge Tadeo Lozano à Bogota, et **un professeur de l'université et ses étudiants utilisent l'indicateur dans le cadre de leur projet de mémoire**.
- SURE-WET : **des étudiants ont été formés et mobilisés**, notamment **pour les enquêtes socio-économiques** et sur les services écosystémiques fournis par les zones humides.

À l'inverse, certains projets particulièrement investis dans la mobilisation d'acteurs locaux se sont moins concentrés, outre la publication d'articles, sur des stratégies spécifiques de diffusion des résultats auprès de la communauté scientifique (FARSYMABI, WRI, IIHS).

Ainsi, pour favoriser la diffusion des travaux et leur appropriation auprès des acteurs ciblés, l'évaluation met en évidence plusieurs conditions de réussites :

- Une diffusion par **l'implication des parties prenantes dans la démarche de recherche** (WRI, FARSYMABI, SURE-WET, SANBI)
- Un travail autour de la **diffusion de recommandations concrètes** (WRI, SURE-WET, SANBI, IHSS, FARSYMABI)
- Les **relations préexistantes avec les acteurs cibles de la démarche** (WRI, SANBI, SURE-WET, FARSYMABI)

- **Une stratégie de diffusion adaptée aux différentes cibles avec une variété de livrables** – communautés locales, étudiants, praticiens, décideurs, acteurs scientifiques, grand public (ENSLAC, IIHS, SANBI).

L'encadré ci-dessous précise la variété de supports et de modalités de diffusion mobilisée à l'échelle du programme ECOPRONAT.

<b>Encadré 2. Supports et modalités de diffusion de la recherche, en fonction des publics ciblés</b>
<p><b>À destination de la communauté scientifique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Articles scientifiques → FARSYMABI, IIHS, ESGAP, SANBI</li> <li>- Séminaires, webinaires de recherche (hors conversation de recherche) → ENSLAC, FARSYMABI</li> <li>- Journal universitaire → ESGAP</li> <li>- Guide pratique de mobilisation d'outils scientifiques → ESGAP</li> </ul>
<p><b>À destination des décideurs/acteurs publics</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Policy paper, policy brief, notes de synthèse/d'information, recommandations pratiques/stratégiques → FARSYMABI, WRI, ESGAP, SURE-WET, IIHS</li> <li>- Séminaires, webinaires, conférences → FARSYMABI, ENSLAC, SURE-WET, IIHS</li> <li>- Réunions en direct avec des acteurs politiques → ESGAP, SANBI, SURE-WET</li> <li>- Ateliers de formation, ateliers de coconstruction → FARSYMABI, WRI</li> <li>- Outils cartographiques, outils d'aide à la décision (matrice d'opportunité, guide d'évaluation, typologies, etc.) → WRI, SANBI, SURE-WET, FARSYMABI</li> <li>- Instruments d'action publique : mécanismes de certification, plateforme d'investissement → SANBI</li> <li>- Communauté de pratiques, groupe de travail → WRI, SANBI</li> </ul>
<p><b>À destination des communautés locales, professionnelles et académiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Supports pédagogiques (guides pratiques, fiches, supports Powerpoint, jeux pour enfants) → IIHS, ENSLAC</li> <li>- Workshops, sessions de formation/renforcement de capacité → FARSYMABI, SANBI, IIHS</li> <li>- Interventions académiques → ENSLAC, SURE-WET</li> </ul>
<p><b>À destination du grand public :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ressources en lignes (synthèses, vidéos) → SANBI, IIHS</li> <li>- Publications sur les réseaux sociaux → IIHS</li> <li>- Articles de presse (échelle régionale ou nationale) → SANBI, IIHS, FARSYMABI</li> <li>- Passages télé (interview) → SANBI</li> </ul>

**Question 3 - Conséquences des travaux de recherche** – Dans quelle mesure et sous quelles conditions, les activités conduites dans le cadre de ce programme sont-elles susceptibles de générer des effets à court, moyen et long terme, contribuant au développement d'une économie pro-nature et alimentant les opérations de l'AFD ?

### 3.1 Dynamiques engagées autour des résultats

Pour une majorité de projets, une **dynamique est constatée** autour des résultats de la recherche, avec un intérêt démontré par plusieurs destinataires des travaux, et une volonté de poursuivre ce processus d'alimentation de la décision par des données scientifiques.

Trois projets (FARSYMABI, WRI, SANBI) se distinguent par une **dynamique pérenne** engagée autour des résultats, avec l'implication d'acteurs publics stratégiques, y compris après la fin du projet. Cette dynamique s'explique par la multiplicité des acteurs engagés et par leur présence à de multiples temps de travail, tant pour coproduire la recherche que pour participer aux temps de restitution.

- FARSYMABI : l'équipe de recherche est à travers ce projet **régulièrement en relation avec le ministère de l'Agriculture et de la Biodiversité** (actuellement réunis en un seul ministère).
- WRI : **le gouvernement de la ville de Kigali** (notamment le ministère du Développement urbain et des Infrastructures) et **des bailleurs** de fonds internationaux ont **mis en place un groupe de travail sur les SFN** pour les infrastructures urbaines, issu des travaux de recherche. La méthode de développement de projets pilotes proposée par la recherche intéresse la ville de Kigali, car elle fait ressortir des projets prêts à être financés. **La ville de Kigali organise également des ateliers participatifs de renforcement de capacités**, dans lesquels l'équipe de recherche intervient pour présenter la recherche et les projets pilotes. Par ailleurs, le WRI **teste actuellement le processus du cadre SFN avec d'autres villes en Afrique** (ex. : Nairobi, Dire Dawa).
- SANBI : la production de connaissances scientifiques sur ce sujet permet de **nourrir un dialogue de politiques publiques en cours en Afrique du Sud et au Kenya** autour de la Wildlife Economy. Ce dialogue porte notamment en Afrique du Sud sur l'interdiction de rapporter les trophées issus de la chasse par les touristes étrangers. Les porteurs du projet sont ainsi des acteurs à part entière de ce dialogue, et ils bénéficient d'une fenêtre d'opportunité pour porter leurs recommandations issues de la recherche. Au Kenya par exemple, le gouvernement a demandé à l'African Conservation Center, un partenaire du projet de recherche, la production d'un livre blanc sur les options de développement d'activités en lien avec l'écotourisme, la faune sauvage et sa préservation.

Par ailleurs, ces effets d'utilisation sont souvent émergents, et la période écoulée entre le lancement du projet et l'évaluation peut aussi influencer les résultats. Les autres projets étaient dans une dynamique distincte puisque l'objet de leurs recherches portait soit sur l'étude et l'évaluation d'actions (ENSLAC, SURE-WET, IIHS) soit sur une consolidation scientifique d'un outil générique (ESGAP). Ce type de projet de recherche, soit ne vise pas directement une utilisation de ses travaux juste après leur finalisation, soit requiert de s'engager dans une deuxième phase dédiée cette fois à la conduite d'activités de recherche pour formuler des solutions déployées par les acteurs publics et engager un processus ciblé auprès de ces parties prenantes :

- ENSLAC : les études de cas issues du projet ont été **mobilisées au sein de l'AFD une première fois pour illustrer une formation sur les SFN**, et elles pourraient être intégrées de manière plus régulière dans des cycles de formation interne. Les trois structures porteuses du projet poursuivent chacune leur activité en lien avec les SFN avec différents acteurs locaux, et se projettent dans une coopération à plus long terme. Néanmoins, le projet de recherche n'a pas directement contribué à des initiatives collectives pérennes avec des acteurs publics autour des SFN.
- ESGAP : une **réunion avec les acteurs politiques colombiens a été organisée pendant le projet en 2024 en marge de la COP16** de la biodiversité. Cette réunion a donné lieu à un débat animé sur les sources de données, et sur ce qui était défini comme « en bon état » de biodiversité. Les ministères estimaient que la biodiversité nationale était bien conservée, mais les résultats ont révélé certaines limites. Cela a été l'occasion d'un **premier échange autour de l'état de la**

**nature dans une perspective qualitative** (par exemple, l'état de santé de la forêt), **et pas uniquement quantitative** (par exemple, la superficie de la forêt).

- IIHS : les communautés engagées dans les projets locaux de recherche-action accompagnées par le projet semblent avoir entamé une **évolution de leurs pratiques, favorisant une présence de la nature en ville compatible avec l'agriculture urbaine**. Les porteurs du projet espèrent embarquer les acteurs publics et de potentiels financeurs dans le développement des SFN. Néanmoins, le projet de recherche ne semble pas avoir encore créé de dynamique collective pérenne autour des SFN, la diffusion auprès de ces acteurs n'étant pas encore lancée.
- SURE-WET : une perspective potentielle de la recherche est la création d'une dynamique autour des politiques de restauration en Ouganda ou dans d'autres pays africains. Actuellement, l'équipe de recherche ne dispose pas d'éléments probants montrant que le gouvernement a changé sa politique sur le sujet. Néanmoins, **le gouvernement souhaite réviser sa stratégie de restauration des zones humides à partir des conclusions du projet**, et a demandé à être conseillé par l'équipe de recherche.

### 3.2 **Mobilisation des recommandations des travaux de recherche par les destinataires des travaux**

Plusieurs projets du programme sont **effectivement parvenus à contribuer à influencer la politique publique** de leur territoire sur la base des résultats de la recherche (SANBI, WRI, FARSYMABI). Ces contributions interviennent à différentes étapes du cycle des politiques publiques.

Le projet FARSYMABI représente un cas où le projet **alimente la réflexion autour de la conception des politiques publiques agricoles** au Mozambique. En effet, l'outil cartographique et les recommandations stratégiques qui en découlent permettent au **ministère de l'Agriculture et de la Biodiversité** de s'appuyer sur ces données. Le projet est également remobilisé par **l'AFD** (l'agence locale souhaite intégrer les recommandations dans son action et continuer à disséminer la démarche dans d'autres territoires) et des **ONG locales** (qui souhaitent poursuivre leurs actions dans le sens des recommandations du projet). Bien que ce projet propose des recommandations claires pour améliorer la conception des politiques agricoles, plusieurs acteurs ont regretté que certaines recommandations ne soient pas assez opérationnelles, ou qu'elles reposent essentiellement sur des financements externes plutôt que des mécanismes de financements internes au Mozambique.

Le projet WRI est un exemple de projet qui **aide les acteurs publics à choisir une solution à mettre en œuvre**. En effet, la **ville de Kigali** est très impliquée dans la démarche de projets pilotes : trois sont déjà en phase de mise en œuvre, et neuf clusters sont identifiés. Elle cherche à mettre en place un programme d'investissement en faveur de ces solutions. Selon l'équipe de recherche, **la feuille de route stratégique pour la résilience de la ville de Kigali s'est largement inspirée des travaux de recherche menés**, notamment sur la partie "résilience climatique". Par ailleurs, **l'AFD locale** s'implique dans la mise en œuvre d'une coopération décentralisée entre Addis-Abeba et Lyon autour des SFN.

Enfin, le projet SANBI représente un cas où les résultats du projet contribuent à appuyer à la fois **la mise en œuvre d'une politique ainsi que son évaluation et sa révision**. Les connaissances

produites ont selon l'équipe de recherche été prises en compte dans la révision de la Biodiversity Economy Strategy d'Afrique du Sud, et les chercheurs ont pu commenter sa révision (encore en cours). Par ailleurs, **les produits de la recherche seraient également déjà utilisés par des parcs nationaux du pays** (SANParks) pour les aider à gérer la biodiversité (via la mise à disposition de données quantifiant la faune sauvage dans certaines zones protégées). Enfin, **certaines données proposées par l'équipe de recherche ont été reprises par le ministère de l'Environnement et sont désormais affichées sur leur portail d'investissement** (Biodiversity Sector Investment Portal).

Par ailleurs, ces effets d'utilisation sont souvent émergents, et la période écoulée entre le lancement du projet et l'évaluation peut aussi influencer les résultats. On constate que parmi les 3 projets ayant les résultats les plus avancés sont représentés les 2 projets sélectionnés à l'issue du premier AAP sur le biodiversity mainstreaming (FARSYMABI et SANBI), dont les conventions ont été signées en début 2022, soit 6 mois à 1 an plus tôt que les autres projets (cf Tableau 1).

Pour favoriser des effets à court, moyen et long terme, contribuant au développement d'une économie pro-nature et alimentant les opérations de l'AFD, l'évaluation met ici en évidence les conditions de réussites suivantes :

- Initier ou consolider une **coopération régulière et durable** entre les différentes parties prenantes autour des produits de la recherche et des besoins d'information des acteurs de terrain ou décideurs (WRI, FARSYMABI, SANBI)
- Diversifier et pérenniser les **sources de financements du projet** (WRI, SURE-WET)

#### **FOCALE sur le soutien aux chercheurs du Sud, et le soutien aux porteurs de projets pro-nature.**

Au-delà du financement de travaux de recherche, Ecopronat soutient et accompagne les chercheurs des pays partenaires travaillant sur les questions de biodiversité avec le Global Development Network (composante 3), ainsi que des porteurs de projets pro-nature avec le Campus AFD (composante 4).

#### **Composante 3 : Prix de recherche "Biodiversité et Développement" avec le GDN**

Début 2021, l'AFD et le Global Development Network (GDN) ont lancé le prix *Biodiversité et développement* pour accompagner des chercheurs dans leurs projets visant à préserver la biodiversité. Le prix a été remis à quatre chercheuses (Ghana, Éthiopie, Madagascar et Fidji) et un chercheur (Vietnam), accompagné d'une bourse de recherche pour deux ans (mi-2021 à mi-2023). Dans le cadre de l'évaluation du programme ECOPRONAT, Quadrant Conseil a réalisé un entretien avec le GDN et une analyse des documents de suivi du GDN.

**Contribution du prix à la production et la diffusion de la recherche :** la démarche du GDN vise à accompagner des projets de recherche ayant des perspectives de dialogue avec les politiques publiques. Le GDN a contribué à cela de plusieurs manières :

- Les candidats au prix étaient encouragés à interagir avec les acteurs politico-administratifs en amont du dépôt de leur candidature.
- Ils ont dû développer assez tôt dans le projet une stratégie de diffusion, afin que celle-ci soit intégrée au processus de recherche.
- Un soutien financier spécifique est dédié à la diffusion des produits de la recherche. La mobilisation de ce « fond de diffusion » permet par exemple le financement de voyages afin de rencontrer d'autres chercheurs.

Les projets sélectionnés ont été **suivis et accompagnés par des mentors**, et financés progressivement en fonction du rendu des livrables, avec une flexibilité accordée par le GDN. Les bourses collaboratives

ont également favorisé l'échange de connaissances entre les projets. L'auto-évaluation réalisée à trois reprises pendant l'accompagnement permet de formuler plusieurs constats :

- Au fil de la démarche, **la confiance des chercheurs** dans leurs capacités à mener un projet de recherche, construire une stratégie de communication, et développer des relations avec les acteurs politiques, **a été consolidée.**
- Les chercheurs ont pris progressivement conscience de la complexité d'exercer une influence sur les politiques publiques, et de **l'importance d'impliquer les parties prenantes dans la recherche.**

**Liens avec l'AFD :** le GDN a apprécié la confiance et l'indépendance accordée par l'AFD, mais aurait souhaité créer une relation partenariale plus enrichissante.

**Réception et effets de la recherche :** certains projets soutenus ont déjà obtenu des effets à différentes échelles, notamment au Ghana et en Éthiopie.

- Au Ghana, le projet touche les communautés locales, et la diffusion passe par des interventions radio ou la réalisation d'un podcast.
- En Éthiopie, les travaux de recherche sont considérés comme pionniers et intéressent fortement le gouvernement.
- À Fidji, l'ambition d'influence des politiques publiques a été mise en difficulté par un changement politique.
- Au Vietnam, le projet a des objectifs de diffusion plus académiques, il est difficile de savoir si la démarche prévoit un lien avec les communautés au-delà de la phase de collecte.

#### **Recommandations du GDN :**

- Prévoir 4 ans pour une démarche similaire, au lieu de 2 ans. Certaines étapes ont été sous-estimées (recrutement des mentors) et d'autres se mettent en place sur le temps long (implication des communautés dans les projets de recherche).
- Les démarches de soutien à la recherche devraient pouvoir être reproduites de manière successive, afin d'apprendre des phases précédentes, plutôt que de constituer qu'une démarche isolée.

*Note de contexte : le GDN a pu créer un pôle à Clermont-Ferrand qui a reçu un soutien important de l'AFD en avril 2024, ce qui devrait permettre au GDN d'inscrire ses activités dans la durée.*

#### **Composante 4 : BiPP - Campus AFD.**

Depuis 2021, le Campus AFD a organisé trois cycles d'accompagnement d'initiatives pro-nature en Afrique australe dans le cadre du Biodiversity Partners Program (BiPP), en partenariat avec le Sustainability Institute, pour 25 porteuses et porteurs de projets pro-nature. Cet accompagnement s'est effectué dans des domaines aussi variés que la prise en compte des savoirs locaux, les solutions fondées sur la nature, la gestion d'entreprise, l'écologie profonde, la pensée systémique ou encore la conception écologique. Dans le cadre de l'évaluation du programme ECOPRONAT, Quadrant Conseil a réalisé :

- Une courte enquête auprès de l'ensemble des participants au BiPP. L'enquête a été diffusée par mail en mai 2025 auprès de la centaine de participants à la formation du campus. Au total, 20 anciens stagiaires y ont répondu, soit un taux de réponse de 20%. Parmi eux : 11 ont achevé la formation en 2022, 2 en 2023, 1 en 2024, et 6 en 2025
- Une analyse des réponses des enquêtes de fin de formation diffusées en 2023 par les équipes du projet. Ces enquêtes ont été administrées à l'issue de chaque module d'apprentissage auprès des 13 participants et des formateurs (2 formateurs pour chacun des modules).

Cette collecte de données visait à répondre aux questionnements suivants :

- Dans quelle mesure les attentes et les besoins de montée en compétence des participants ont bien été pris en compte,
- Dans quelle mesure les participants ont pu gagner en compétences sur les enjeux liés à la biodiversité dans leurs

régions, et accroître leur capacité à agir sur leurs territoires via leurs projets,

- S'il existe des indices attestant du fait que les projets des bénéficiaires du campus aient insufflé une dynamique à l'échelle locale sur la prise en compte de la biodiversité par d'autres acteurs (qu'ils soient privés, publics, ou de la recherche).

Le programme a une **bonne appréhension des attentes et besoins des participants**. L'adaptation des études de cas et des exemples à des situations concrètes issues des contextes africains a facilité une meilleure compréhension des notions abordées et a fourni des cadres d'application directs. Les encadrants ont perçu une bonne **adaptation des intervenants et des modalités de mise en œuvre** en accord avec les demandes, besoins et contexte locaux des participants. Les réponses aux enquêtes témoignent d'une **appréciation très positive du programme**. Les retours indiquent que le programme a contribué à renforcer, voire à restaurer la confiance des participants dans leurs projets ainsi que dans leurs propres capacités à les mener à bien.

La formation a eu un effet bien constaté pour insuffler une dynamique locale en faveur de la biodiversité dans les projets. Les participants ont témoigné de :

- Un **développement entrepreneurial** grâce aux modules de gestion d'entreprise et de leadership (9)
- **L'application de nouvelles méthodes plus écologiques** (centrées sur la biodiversité) avec les modules portés sur l'écologie et la biodiversité (8)
- La mise en place de **nouveaux partenariats** grâce aux modules stratégie et engagement de nouveaux partenaires (5)
- **L'amélioration de la communication** avec le module de gestion d'entreprise et de leadership (2)

De nombreuses suggestions ont été partagées par les participants, portant à la fois sur des modalités opérationnelles pendant la formation ainsi que sur leur besoin d'accompagnement après la formation. Concernant les besoins d'accompagnement après la formation, les suggestions des participants s'articulent autour de 2 principaux axes d'amélioration :

- Le **renforcement du réseau** et des liens entre participants après la formation.
- Proposer des temps **d'accompagnement après la formation** pour favoriser l'application des acquis, au travers d'un programme de mentorat et l'animation d'un réseau.

## Recommandations

Les recommandations suivantes s'appuient sur les conclusions de l'évaluation, les recommandations les plus récurrentes formulées par les équipes de recherche, ainsi qu'un atelier de co-construction des recommandations réalisé à l'AFD en novembre 2025.

L'équipe d'évaluation a organisé ces recommandations en propositions de pistes d'actions à conduire selon les différentes phases d'accompagnement des projets de recherche.

1. **Lors de la phase de sélection des projets : caractériser en amont les usages potentiels des résultats de recherche afin de mieux pouvoir sélectionner et accompagner les projets.**

Les projets de recherche visant à produire des outils ou résultats pour nourrir l'action publique se situent sur un prisme plus ou moins proche des acteurs publics, et la manière dont ils anticipent et intègrent les utilisations potentielles de leurs résultats dépend de la nature du projet et de son niveau de maturité. **Il est essentiel d'explicitier en amont du soutien apporté**

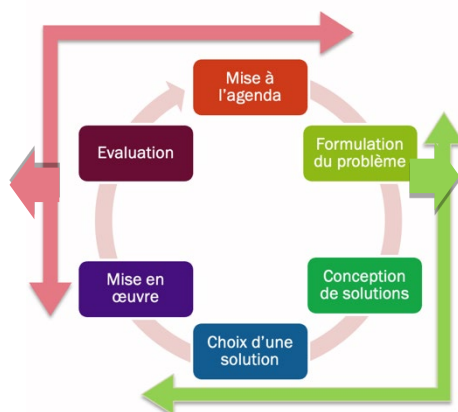
où se situe le projet sur ce prisme et quels en sont les enjeux pour adapter au mieux le soutien apporté.

Des **projets de recherche ciblent la production de connaissance sur des dispositifs ou exclusivement la consolidation scientifique** d'outil de mesure (ESGAP, ENSLAC, IHS).

Ces projets ont rarement des utilisateurs précis ciblés dans le champ des politiques publiques dès le départ du projet, et une longue période est dédiée à la production de résultats de recherche avec peu de contact avec les acteurs ciblés.

Les points d'attention liés à ces projets sont davantage liés à :

- Leur **ancrage dans des cadres, de la littérature et des outils internationaux et leur capacité à en renforcer la scientificité** (validité interne) mais aussi à générer de la connaissance sur leur condition de transfert et d'adaptabilité à différents contextes (validité externe)
- Le **consortium de recherche gagne ainsi à proposer une équipe internationale** afin de choisir une problématique de recherche pertinente pour différents contextes tout en s'assurant de sa valeur ajoutée (travail sur un knowledge gap reconnu) et renforçant sa légitimité.
- La **phase de diffusion des résultats nécessite un travail complémentaire après la production des résultats de la recherche, dont la définition de la stratégie de diffusion doit être accompagnée** par des organismes intermédiaires. Pour ces projets l'appui du siège de l'AFD ou d'agences régionales semble fondamental pour identifier après la production des travaux de recherche les cibles pertinentes, instances ou organisations où ces résultats pourraient trouver un écho.
- Il est également possible pour ces projets de **faire de la présence d'un profil de médiateur dans l'équipe de recherche** un critère de sélection pour faciliter la diffusion et la vulgarisation des travaux.



Des **projets de recherche portent sur la définition de solutions pour l'action publique ou l'accompagnement au choix de solutions pour l'action publique** (FARSYMABI, SURE-WET, WRI, SANBI).

Ces projets ont en lien dès le début du projet avec les futurs utilisateurs, et ils mettent à disposition en relativement peu de temps des données ou des outils afin qu'il soit rapidement testé et renforcé par les parties prenantes.

Les points d'attention liés à ces projets sont davantage liés à :

- Des **liens préalables de l'équipe de recherche ou d'un partenaire avec les acteurs politiques** ou les personnes de la société civile ciblées
- Une intégration importante dans le projet **d'acteurs locaux de la recherche** et d'étudiants pour favoriser un renforcement des capacités locales et une autonomie dans la poursuite des travaux
- Une volonté de **co-définir le projet de recherche** et ses modalités entre équipe de recherche et futurs utilisateurs des résultats
- La **présence d'un organisme intermédiaire, ou d'un profil de médiateur** (ayant une bonne connaissance de l'écosystème ciblé et des opportunités de dialogue) entre les activités de recherche et activités de décision politique est aussi un atout pour renforcer les chances de succès de la stratégie de diffusion des travaux de recherche. Cette présence pourrait être demandée dès les termes de références.

En pratique, ces enjeux peuvent être traités prioritairement dans les termes de référence et lors de la phase de sélection des projets, mais également durant la phase d'accompagnement des projets. Afin de favoriser par la suite les usages des résultats ou outils produits par la recherche, il est aussi conseillé en amont de l'appel à projets d'organiser un temps de concertation interne à l'AFD pour identifier quels sont ou idéalement quels seraient les

principaux besoins pour outiller les opérations ou stratégies d'intervention sur la thématique ciblée.

## **2. Pendant la phase d'accompagnement des projets : adapter le soutien et les financements aux évolutions des projets pour favoriser l'usage des résultats**

Passée la phase de sélection des projets et en complément de l'accompagnement scientifique proposé par l'AFD qui a été largement reconnu et apprécié par les équipes de recherche, les pistes de recommandation proposées pendant la phase d'accompagnement se concentrent essentiellement sur l'usage des produits de la recherche :

- **Via les équipes de recherche soutenues** : en mobilisant des spécialistes de la médiation scientifique dont la présence dans les équipes aurait été favorisée dès la sélection, ou en favorisant la montée en compétences des chercheurs en médiation scientifique, via une **sensibilisation** ou une **formation des chercheurs à la médiation et la capitalisation** à l'échelle du programme. De façon transversale au programme, des **temps de capitalisation entre les projets** seraient nécessaires pour favoriser la mise en contact entre les équipes de recherche et le partage de bonnes pratiques et des écueils rencontrés pour favoriser l'usage des travaux voire envisager des valorisations croisées.
- **Via les modalités d'accompagnement budgétaires de l'AFD, où un accompagnement complémentaire** (appui par l'agence AFD, aide à l'identification de financements, seuils d'activation de financements liés à la diffusion, etc.) pourrait permettre de poursuivre les actions de diffusion auprès de potentiels utilisateurs à l'échelle locale, nationale ou internationale selon les opportunités. Notamment pour les travaux de recherche qui ne ciblent pas directement des utilisateurs définis et consacrent la majorité du temps du projet à produire de la connaissance, pour qui la fin du financement coïncide avec les premières actions de présentation des résultats de recherche.

## **3. En fin de phase d'accompagnement : actionner les différents leviers d'usages de la recherche au sein de l'AFD et de ses parties prenantes**

Les usages des produits de la recherche dépendent largement de la façon dont les acteurs sont susceptibles de s'en saisir, à différents niveaux :

- **Au niveau du programme de recherche** : identifier via le suivi et l'évaluation du programme les projets pour lesquels des usages sont clairement identifiés ou sur le point d'être observés, et envisager de poursuivre l'accompagnement méthodologique et financier de ces projets au-delà de leur date de fin de financement.

- **Au niveau des agences de l'AFD** : malgré les différentes initiatives du programme pour associer **les agences régionales ou locales de l'AFD** et recueillir l'expression de leur intérêt pour le programme, seule une partie **s'est suffisamment engagée dans le soutien aux projets de recherche. Il serait intéressant de mieux prendre en compte les raisons de ce manque d'engagement** (turnover, manque de temps, difficultés à se saisir des problématiques de recherche, etc..) **afin d'identifier les moyens nécessaires à développer pour leur permettre de prendre un rôle actif dans l'échange et le soutien avec les équipes de recherche.** Elles pourraient alors contribuer à l'identification des acteurs politiques pertinents, ou des potentiels bailleurs à même d'utiliser ou de promouvoir les outils ou solutions proposées par les équipes de recherche. Cela permettrait aussi plus rapidement d'envisager de potentielles utilisations des résultats au niveau du déploiement des opérations de l'AFD dans le pays.
- **De manière plus transversale, l'usage des projets de recherche en interne à l'AFD serait également facilité par :**
  - la possibilité d'**intégrer à l'échelle du programme une mission de chargé de capitalisation**, responsable de la diffusion en interne des résultats de la recherche.
  - une **reconception des espaces numériques** de ressources de l'AFD afin d'en faciliter l'utilisation, notamment les modalités d'identification des ressources par thématiques ou zones géographiques.
  - des **sensibilisations et des formations des équipes de l'AFD à l'usage de produits la recherche** à l'AFD, afin de consolider une culture interne de la mobilisation de la recherche. En donnant à voir notamment des exemples concrets d'intégration de résultats de la recherche dans des opérations ou des stratégies plus générales.
  - Une identification, sur le temps long, via des appels à manifestation d'intérêt ouverts, des projets de recherche dans des pays disposant ou sur le point de disposer de projets AFD de dialogue de politiques publiques, ou des financements budgétaires de politiques publiques (FBPP) afin que les connaissances partagées bénéficient plus directement aux opérations de l'AFD.

---

POUR EN SAVOIR PLUS

- [Comprendre les évaluations à l'AFD](#)
  - [Consulter le rapport bisannuel des évaluations](#)
  - [Télécharger les rapports d'évaluation de projet](#)
-

**À propos de l'Agence française de développement :**

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

Plus d'informations sur [www.afd.fr](http://www.afd.fr)